



Réseau pour le dialogue entre
science et politique

future
science & politique

Compte rendu de la session de printemps 2017

Les Chambres fédérales se préparent au message sur Erasmus+

Après un mois de décembre 2016 chargé, l'ordre du jour de la session de printemps 2017 était plus léger dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation (FRI). Les parlementaires en ont profité pour préparer le terrain des prochaines discussions de l'année en cours: les nouvelles mesures d'économies annoncées par le Conseil fédéral pour les années 2018 à 2021, et d'autre part, la question du financement de la mobilité internationale dans le domaine de la formation, qu'il conviendra de régler pour les années 2018 à 2020, sachant que la Suisse reste pour l'heure exclue du programme européen Erasmus+.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Petra Studer, petra.studer@netzwerk-future.ch

DÉCISIONS DU PARLEMENT

Les parlementaires s'interrogent sur Erasmus+

Le Conseil fédéral transmettra prochainement au Parlement le Message sur le financement de la mobilité internationale dans le domaine de la formation pour la période 2018-2020. En attendant de se pencher sur le projet, plusieurs conseillères et conseillers nationaux ont questionné le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) sur la position de la Suisse à l'égard du programme européen de formation. Ainsi, à l'heure des questions, huit interventions ont porté sur

Erasmus+. Les parlementaires ont notamment demandé au DEFR d'explicitier l'état des négociations entre la Suisse et l'Union européenne (UE), ainsi que les implications d'une prolongation de la solution transitoire en vigueur depuis 2014. Par ailleurs, une interpellation a été déposée au Conseil des Etats.

Des négociations en suspens

En 2014, après la votation populaire sur l'initiative «Contre l'immigration de masse», l'Union européenne a suspendu les négociations en cours sur l'association de la Suisse à Erasmus+. A ce moment-là, les deux parties ne s'étaient pas encore entendues sur tous les aspects de la participation de la Suisse au programme européen. Dans ses réponses, le chef du DEFR a indiqué que pour l'heure, les négociations avec l'UE n'ont été ni reprises, ni conclues. Alors qu'une association pleine et entière à Erasmus+ faisait partie des objectifs du Conseil fédéral dans le Message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pendant les années 2017 à 2020 (Message FRI), la Confédération affirme aujourd'hui qu'il ne serait pas réaliste d'envisager une association de la Suisse au programme européen en 2018-2020. La poursuite de la solution transitoire ne devrait toutefois pas péjorer la position de la Suisse à l'égard des programmes qui succéderont à Erasmus+ dès 2021, selon le Gouvernement.

Les hautes écoles prennent position

De son côté, la Conférence des recteurs des hautes écoles suisses swissuniversities a publié un **plaidoyer pour une association de la Suisse au programme Erasmus+**. Dans cette prise de position, swissuniversities explique que la solution transitoire actuelle pénalise les hautes écoles suisses, car elle limite leur visibilité et leur influence, restreint leur accès aux offres du programme et alourdit leurs charges administratives. La Conférence des recteurs des hautes écoles suisses appelle donc à une reprise immédiate des négociations avec l'UE, afin que la Suisse puisse être associée au programme européen le plus tôt possible et au plus tard pour le prochain programme cadre, dès 2021.

- **Question du conseiller national Mathias Reynard (PS)**
- **Question de la conseillère nationale Rosmarie Quadranti (PBD)**
- **Question de la conseillère nationale Rosmarie Quadranti (PBD)**
- **Question de la conseillère nationale Rosmarie Quadranti (PBD)**
- **Question de la conseillère nationale Kathy Riklin (PDC)**
- **Interpellation du conseiller aux Etats Beat Vonlanthen (PDC)**

Les parlementaires ont en outre...

-
- ... décidé par 39 voix contre 2 et 2 abstentions, au Conseil des Etats, de prolonger de quatre ans, soit jusqu'en 2021, l'interdiction de cultiver des organismes génétiquement modifiés (OGM). Dans le cadre de son examen de la loi sur le génie génétique (**16.056**), la Chambre haute a en outre rejeté un concept de coexistence entre des zones avec et sans OGM, proposé par le Conseil fédéral. Des divergences mineures subsistent entre les Chambres fédérales; le Conseil national se penchera donc à nouveau sur le sujet.
-
- ... adopté, au Conseil national, une motion (**15.3138**) de la conseillère nationale Jacqueline Badran, qui vise à promouvoir l'innovation dans les petites et moyennes entreprises (PME). Par 139 voix contre 33 et 20 abstentions, la Chambre du peuple demande que les PME constituent des provisions pour la recherche et le développement à hauteur d'au moins 80% du bénéfice imposable.
-
- ... suspendu, au Conseil des Etats, l'examen d'une motion (**16.3634**) qui s'oppose au relâchement du frein à l'endettement. La Chambre haute a décidé, par 34 voix contre 9 et une abstention, d'attendre que sa Commission de l'économie et des redevances (CER-E) se prononce sur un rapport du Conseil fédéral à ce sujet. En novembre 2016, le Conseil national avait adopté cette motion déposée par sa Commission des finances (CdF-N).
-
- ... approuvé, au Conseil des Etats, un postulat (**16.4095**) du conseiller aux Etats Andrea Caroni, qui charge le Conseil fédéral de mettre en place une stratégie globale en matière d'éducation civique. Les conseillères et conseillers aux Etats ont soutenu cette proposition par 31 voix contre 6 et 2 abstentions.
-
- ... adopté par 108 voix contre 70, au Conseil national, une motion (**16.3911**) déposée par la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N). Cette dernière invite le Conseil fédéral à développer

ses offres de formation pour inciter les jeunes migrants arrivés tardivement en Suisse à achever une formation du degré secondaire II.

OBJETS AUXQUELS LE CONSEIL FÉDÉRAL A RÉPONDU

Inciter les jeunes migrants arrivés tardivement en Suisse à achever une formation du degré secondaire II

- Motion (16.3911) de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N).
Déposée le 18 novembre 2016.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 15 février 2017.
-

Comment empêcher certains éditeurs scientifiques de priver la société d'un accès vital au savoir?

- Interpellation (16.3930) de la conseillère nationale Isabelle Chevalley (PVL).
Déposée le 1^{er} décembre 2016.
Le Conseil fédéral a répondu le 1^{er} février 2017.
-

Formation des apprentis. Simplification pour les entreprises

- Interpellation (16.3943) de la conseillère nationale Sandra Sollberger (UDC).
Déposée le 6 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a répondu le 1^{er} février 2017.
-

Performances du système suisse de recherche et d'innovation

- Interpellation (16.3952) de la conseillère nationale Verena Herzog (UDC).
Déposée le 8 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a répondu le 1^{er} février 2017.
-

Adapter notre système éducatif à la nouvelle représentation du monde qu'impose le numérique

- Interpellation (16.3960) du conseiller national Claude Béglé (PDC).
Déposée le 8 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a répondu le 1^{er} février 2017.
-

L'Université de la Suisse italienne comme nouvelle haute école fédérale?

- Interpellation (16.3965) du conseiller national Giovanni Merlini (PLR).
Déposée le 8 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a répondu le 1^{er} février 2017.
-

Procéder à un examen complet des tâches de l'Etat

- Motion (16.3972) du groupe de l'UDC.
Déposée le 12 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 3 mars 2017.
-

Formation duale. Comment rester les champions du monde?

- Interpellation (16.4012) du conseiller national Claude Béglé (PDC).
Déposée le 14 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a répondu le 1^{er} février 2017.
-

Campagne de formation continue destinée aux travailleurs âgés

- Motion (16.4057) de la conseillère nationale Martina Munz (PS).
Déposée le 15 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 1^{er} février 2017.
-

Agir contre l'augmentation considérable du nombre d'animaux utilisés dans les expériences

- Interpellation (16.4075) du conseiller national Matthias Aebischer (PS).
Déposée le 15 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a répondu le 15 février 2017.
-

Formation continue. Développement du système de bourses et de prêts destinés aux travailleurs âgés

- Motion (16.4076) du conseiller national Matthias Aebischer (PS).
Déposée le 15 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 1^{er} février 2017.
-

Stratégie globale en matière d'éducation civique en Suisse

- Postulat (16.4095) du conseiller aux Etats Andrea Caroni (PLR).
Déposé le 15 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 15 février 2017.
-

Education informatique dans les domaines de l'école obligatoire et des formations postobligatoires, mesures de numérisation dans l'espace et le système de formation et monitoring. Où en est-on?

- Interpellation (16.4110) du conseiller national Jonas Fricker (Les Verts).
Déposée le 16 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a répondu le 15 février 2017.
-

Organiser une conférence nationale urgente pour faciliter l'intégration des réfugiés dans le système de formation

- Motion (16.4114) du conseiller national Mathias Reynard (PS).
Déposée le 16 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 15 février 2017.
-

Réformer les études de médecine avec les «medical schools»

- Motion (16.4118) de la conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach (PDC).
Déposée le 16 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 1^{er} février 2017.
-

Expériences sur animaux. Mieux prendre en compte les méthodes de substitution durant la formation

- Interpellation (16.4121) de la conseillère nationale Maya Graf (Les Verts).
Déposée le 16 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a répondu le 15 février 2017.
-

Où en est la recherche en matière de méthodes de substitution à l'expérimentation animale et la recherche 3R?

- Interpellation (16.4122) de la conseillère nationale Maya Graf (Les Verts).
Déposée le 16 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a répondu le 15 février 2017.
-

Initiative contre l'immigration de masse. Mettre en place un suivi de l'efficacité de la loi d'application

- Motion (16.4151) du groupe PDC.
Déposée le 16 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a proposé son acceptation le 25 janvier 2017.
-

Favoriser l'essor de nos start-up grâce à une défiscalisation des particuliers

- Interpellation (16.4157) du conseiller national Claude Béglé (PDC).
Déposée le 16 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a répondu le 15 février 2017.
-

Quel développement pour Swissnex?

- Interpellation (16.4166) du conseiller national Claude Béglé (PDC).
Déposée le 16 décembre 2016.
Le Conseil fédéral a répondu le 15 février 2017.

NOUVEAUX OBJETS DÉPOSÉS

Mise en œuvre de l'iv. pop. «Contre l'immigration de masse». Charger le Conseil fédéral de présenter un rapport circonstancié sur les négociations ou tentatives de négociations qu'il a entreprises avec l'UE

- Motion (17.3017) du groupe de l'UDC.
Déposée le 27 février 2017.
-

Erasmus+ sur le banc de touche. Un autogoal pour la place de formation suisse?

- Interpellation (17.3028) du conseiller aux Etats Beat Vonlanthen (PDC).
Déposée le 27 février 2017.
-

Assurance-chômage. Combattre la précarité des chercheurs boursiers

- Postulat (17.3038) du conseiller national Mathias Reynard (PS).
Déposé le 1^{er} mars 2017.
-

Médecine dentaire: respecter nos diplômes

- Interpellation (17.3041) du conseiller national Manuel Tornare (PS).
Déposée le 1^{er} mars 2017.
-

Mise en œuvre de la nouvelle loi sur les écoles suisses à l'étranger

- Interpellation (17.3043) de la conseillère aux Etats Anne Seydoux-Christe (PDC).
Déposée le 1^{er} mars 2017.
-

Permettre aux réfugiés hautement qualifiés d'effectuer un parcours d'études normal

- Interpellation (17.3048) de la conseillère nationale Claudia Friedl (PS).
Déposée le 2 mars 2017.
-

Si la Suisse paie la formation coûteuse de spécialistes, ils doivent aussi pouvoir y travailler.

- Motion (17.3067) du conseiller national Marcel Dobler (PLR).
Déposée le 7 mars 2017.
-

Politisation de la recherche énergétique

- Interpellation (17.3062) du conseiller national Hans-Ulrich Bigler (PLR).
Déposée le 6 mars 2017.
-

Une Suisse attractive pour la recherche grâce à un visa destiné aux fondateurs de jeunes entreprises

- Motion (17.3071) du conseiller aux Etats Ruedi Noser (PLR).
Déposée le 7 mars 2017.
-

Armée 2.0. La Suisse doit promouvoir et sauvegarder le savoir-faire technologique

- Postulat (17.3106) du conseiller national Marcel Dobler (PLR).
Déposé le 14 mars 2017.
-

Orientation stratégique du Conseil des EPF

- Interpellation (17.3110) de la conseillère nationale Kathy Riklin (PDC).
Déposée le 14 mars 2017.
-

Rendre le savoir des stations de recherche accessible aux producteurs de semences privés

- Interpellation (17.3101) du conseiller national Walter Müller (PLR).
Déposée le 13 mars 2017.
-

Biobanques: un cadre légal pour assurer la recherche biomédicale et la protection des patients

- Motion (17.3170) de la conseillère nationale Rebecca Ana Ruiz (PS).
Déposée le 16 mars 2017.
-

Dominance de l'anglais dans la science. Pourquoi nos langues nationales sont-elles négligées?

- Interpellation (17.3161) du conseiller aux Etats Joachim Eder (PLR).
Déposée le 16 mars 2017.
-

Excellence et compétitivité internationale des EPF de Zurich et de Lausanne

- Interpellation (17.3216) du conseiller national Gerhard Pfister (PDC).
Déposée le 17 mars 2017.
-

Renforcer le système de formation duale en rétablissant une définition claire des rôles entre les hautes écoles universitaires et les hautes écoles spécialisées selon la LAHE

- Postulat (17.3234) de la conseillère nationale Andrea Gmür-Schönenberger (PDC).
Déposé le 17 mars 2017.
-

Pour un pôle de recherche suisse innovant. Mieux encourager les méthodes de substitution à l'expérimentation animale

- Motion (17.3240) de la conseillère nationale Maya Graf (Les Verts).
Déposée le 17 mars 2017.
-

En adaptant notre formation, les robots seront une chance pour la Suisse!

- Postulat (17.3246) du conseiller national Claude Bégli (PDC).
Déposé le 17 mars 2017.
-

Développer une politique de «prix à l'innovation» ciblée pour guider et stimuler la recherche vers les domaines prioritaires pour la Suisse

- Interpellation (17.3252) du conseiller national Claude Bégli (PDC).
Déposée le 17 mars 2017.
-

Reproduction des articles autorisée avec l'indication de la source.

CONTACT

Réseau FUTURE
Münstergasse 64/66, 3011 Berne
Tel. 031 351 88 46, Fax 031 351 88 47
info@netzwerk-future.ch
www.reseau-future.ch

Le Réseau FUTURE réunit des partenaires académiques, scientifiques et politiques pour accroître le soutien au domaine Formation, Recherche et Innovation (FRI) ainsi que pour stimuler le dialogue entre politique et science.

21 mars 2017
